

18 janvier 2021

(21-0532)

Page: 1/3

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: espagnol

NOTIFICATION

1.	Membre notifiant: <u>CHILI</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: <i>Servicio Agrícola y Ganadero - SAG</i> (Service de l'agriculture et de l'élevage)
3.	Produits visés (Prière d'indiquer le(s) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant): Graines immatures de <i>Pinus taeda</i>
4.	Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: <input type="checkbox"/> Tous les partenaires commerciaux <input checked="" type="checkbox"/> Régions ou pays spécifiques: Argentine
5.	Intitulé du texte notifié: <i>Establece requisitos de importación para conos cerrados con semillas inmaduras de Pinus taeda, procedentes de Argentina</i> (Établissement des exigences régissant l'importation de cônes renfermant des graines immatures de <i>Pinus taeda</i> en provenance d'Argentine). Langue(s): espagnol. Nombre de pages: 2. https://members.wto.org/crnattachments/2021/SPS/CHL/21_0465_00_s.pdf
6.	Teneur: 1. Le document notifié établit les exigences phytosanitaires régissant l'importation de cônes renfermant des graines immatures de <i>Pinus taeda</i> en provenance d'Argentine: a. Pour pouvoir entrer dans le pays, l'expédition devra être accompagnée d'un certificat phytosanitaire officiel délivré par l'autorité phytosanitaire du pays d'origine, sans déclarations additionnelles; b. Les cônes devront être immatures, fermés, exempts de terre et autres résidus végétaux susceptibles de transporter des organismes nuisibles; c. L'expédition devra être contenue dans des récipients neufs, fermés, résistants à la manipulation et étiquetés ou marqués conformément à la norme SAG en vigueur; d. Au moment de l'arrivée du matériel dans le pays, le laboratoire dans lequel aura lieu l'extraction des embryons, qui devra être habilité par la Direction régionale du SAG de sa circonscription, devra être déclaré; e. L'habilitation du laboratoire se fera au moyen d'un rapport adéquat, correspondant à l'objet de l'importation, qui devra être délivré par le SAG de l'office récepteur, et dans lequel figurera l'approbation de ce qui suit: les infrastructures, les équipements et la méthode de destruction des résidus végétaux; et ce rapport indiquera également le nom de la personne compétente chargée d'intervenir pour le SAG, ainsi que l'adresse du laboratoire; f. L'expédition sera scellée par le SAG au point d'entrée, devra être stockée et transportée jusqu'aux locaux du laboratoire déclaré, en étant dûment protégée afin d'en préserver le statut phytosanitaire;

	<p>g. Les résidus végétaux résultant de l'extraction des embryons des cônes immatures devront être détruits par incinération ou via une inactivation biologique par autoclavage de manière immédiate;</p> <p>2. Chaque lot fera l'objet d'une inspection physique et documentaire par les agents du service présents au point d'entrée, aux fins de la vérification de la conformité des produits aux exigences phytosanitaires établies régissant leur importation. Lors de la détection d'organismes de quarantaine figurant dans la Décision (<i>Resolución</i>) n° 3.080 de 2003 et ses modifications ou ne figurant pas dans la liste, mais constituant des organismes de quarantaine potentiels conformément à l'évaluation des risques, des mesures phytosanitaires de gestion des risques pourront être appliquées, en fonction du risque identifié.</p> <p>3. La Décision notifiée entrera en vigueur dès sa publication au Journal officiel.</p>
7.	<p>Objectif et raison d'être: <input type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input checked="" type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites.</p>
8.	<p>Existe-t-il une norme internationale pertinente? Dans l'affirmative, indiquer laquelle:</p> <p><input type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius (<i>par exemple, intitulé ou numéro de série de la norme du Codex ou du texte apparenté</i>):</p> <p><input type="checkbox"/> Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (<i>par exemple, numéro du chapitre du Code sanitaire pour les animaux terrestres ou du Code sanitaire pour les animaux aquatiques</i>):</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux (<i>par exemple, numéro de la NIMP</i>): NIMP n° 1, 2 et 20</p> <p><input type="checkbox"/> Néant</p> <p>La réglementation projetée est-elle conforme à la norme internationale pertinente?</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Dans la négative, indiquer, chaque fois que cela sera possible, en quoi et pourquoi elle diffère de la norme internationale:</p>
9.	<p>Autres documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</p>
10.	<p>Date projetée pour l'adoption (<i>jj/mm/aa</i>): à la publication au Journal officiel (<i>Diario Oficial</i>)</p> <p>Date projetée pour la publication (<i>jj/mm/aa</i>): environ 80 jours à compter de la date de distribution de la notification.</p>
11.	<p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: <input type="checkbox"/> Six mois à compter de la date de publication, et/ou (<i>jj/mm/aa</i>): à la publication au Journal officiel (<i>Diario Oficial</i>)</p> <p><input type="checkbox"/> Mesure de facilitation du commerce</p>
12.	<p>Date limite pour la présentation des observations: <input checked="" type="checkbox"/> Soixante jours à compter de la date de distribution de la notification et/ou (<i>jj/mm/aa</i>): 19 mars 2021</p> <p>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input checked="" type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input type="checkbox"/> point d'information national.</p> <p>Adresse, numéro de fax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p> <p>Courrier électronique: sps.chile@sag.gob.cl</p>

- 13. Texte(s) disponible(s) auprès de: ☒ autorité nationale responsable des notifications, ☐ point d'information national. Adresse, numéro de fax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:**

Courrier électronique: sps.chile@sag.gob.cl